



Luxembourg, le 19/04/18

Aux administrations communales
du Grand-Duché de Luxembourg
Mesdames et Messieurs les Bourgmestres

Objet : Circulaire - Récentes modifications des dispositions transitoires de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (dite « commodo »)

Madame la Bourgmestre,
Monsieur le Bourgmestre,

La présente a pour objet de vous rappeler les modifications de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés qui ont pris effet au 1^{er} avril 2017 et au 16 août 2017 :

- La loi dispose dorénavant que les autorités compétentes sont définies strictement selon le point de nomenclature. La conséquence est que chaque autorité autorise exclusivement les établissements qui sont de sa compétence, même en cas d'établissements dits « composites » c.-à-d. en présence d'établissements de diverses classes dans un même bâtiment. **Les établissements de la classe 2 ne seront donc plus autorisés par les ministres dans ces cas.** En conséquence, pour les établissements de cette classe, une demande d'autorisation est à introduire séparément auprès de la commune d'implantation. Ceci est également le cas pour les classes 2 indiquées dans un dossier de demande en cours d'instruction selon les dispositions des classes 1, 3, 3A ou 3B.
- En ce qui concerne **les établissements « composites » existants** couverts par une autorisation émanant des ministres et vu les changements de la loi, il est possible qu'un établissement **de la classe 2** (p.ex. restaurant, poissonnerie, salle de fêtes,...) ait été autorisé dans une autorisation de la classe 1 ou 3. Dans ce cas, **l'exploitant doit transmettre à la commune d'implantation une copie de l'autorisation avant le 1^{er} octobre 2018.** Une nouvelle autorisation à délivrer par le bourgmestre n'est pas requise. Passé ce délai, l'autorisation pour l'établissement de la classe 2 est caduque et son exploitation devient illégale.
- Le **délai pour la mise en conformité des établissements classés qui ont changé de classe**, et par là, d'autorité compétente, en date du 1^{er} juillet 2012 suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés (p.ex. salle de fêtes, divers établissements agricoles, ...) **a été prolongé jusqu'au 1^{er} décembre 2018.** Il en est de même pour les **établissements qui ne figuraient pas dans la**



nomenclature avant le 1^{er} juillet 2012. Passé ce délai, l'exploitation de l'établissement classé devient illégale.

- **Les établissements qui ont changé d'autorité compétente au 1^{er} avril 2017 sans toutefois changer de classe** et qui disposent d'une autorisation délivrée en vertu de la loi précitée, **restent autorisés à condition que l'exploitant transmette à l'autorité nouvellement compétente une copie de l'autorisation ou des autorisations avant le 1^{er} octobre 2018.** Passé ce délai, l'autorisation pour l'établissement classé concerné est caduque et son exploitation devient illégale.
- Dorénavant le délai pour la mise en conformité des établissements classés qui changent de classe, autres que ceux visés au paragraphe suivant, est de 18 mois à compter du changement de classe.

Conséquences et Conseils pratiques

Les communes, en tant qu'exploitantes d'établissements classés, peuvent être concernées par ces changements et doivent donc, pour ne pas mettre en péril la validité des autorisations existantes, faire les démarches indiquées précédemment.

Parmi les établissements classés exploités fréquemment par les communes figurent e.a. les salles de fêtes, halls sportifs, halls polyvalents, centres culturels, salles de conférence,..... (point de nomenclature n° 060403), les ateliers et garages de réparation et d'entretien (n° 040301), les garages et parkings (n° 060203), le stockage de substances ou mélanges classés (n° 010128, 010129).

Dans ce contexte, il y lieu de préciser que le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés entend par « *se situant dans une zone d'activités – commerciale, artisanale et industrielle* » des zones dûment autorisées au titre de la législation relative aux établissements classés.

Il ne découle aucune nouvelle obligation directe de ces nouvelles dispositions pour les communes en tant qu'*autorité compétente* pour les établissements de la classe 2. Les pièces requises susmentionnées leur seront communiquées par les exploitants concernés dans les mois à venir.

Dans la mesure du possible, l'Administration de l'environnement a informé courant mai 2017 les exploitants d'établissements de la classe 2 des changements intervenus et des obligations en découlant si leur établissement a à l'époque été autorisé par les ministres dans le contexte d'une autorisation « composite » de la classe 1 ou 3. Les diverses chambres et fédérations concernées ont également été informées.

Les communes sont invitées à informer leurs collaborateurs et les exploitants potentiellement concernés de leur commune - soit par un changement de classe, un changement d'autorité compétente ou par l'entrée en nomenclature – de ces derniers développements et changements en matière d'établissements classés par le biais des moyens de communication usuels (p.ex. périodique, site internet, ...). Ceci afin d'éviter autant que possible les cas de caducité d'autorisations et le nombre d'exploitations illégales et afin de disposer d'un bilan complet des établissements classés de la classe 2 pour lesquels elles sont l'autorité compétente.



Le texte coordonné de la loi et une fiche pratique indiquant les conséquences pour l'administré et les professionnels concernés sont joints à la présente.

Veuillez agréer, Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,



Camille Gira
Secrétaire d'Etat

